



**GOUVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Brigitte Klinkert**

Ministre déléguée à l'insertion  
auprès de la ministre du Travail,  
de l'Emploi et de l'Insertion

**Adrien Taquet**

Secrétaire d'État auprès du  
ministre des Solidarités et de la  
Santé, chargé de l'Enfance et des  
Familles

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Paris, le 16 mars 2022

**Favoriser l'insertion professionnelle en proposant des solutions d'accueil des enfants et contribuer à réduire les tensions de recrutements dans le secteur de la petite enfance.**

L'accès à une solution d'accueil pour son enfant reste encore trop souvent une difficulté majeure pour les personnes les plus éloignées de l'emploi. Plus de 160 000 personnes ne reprennent pas le travail faute de solution, ce qui en fait le deuxième frein identifié à la reprise d'une activité ou d'une formation. Cette situation est encore plus problématique pour les familles monoparentales, notamment celles qui travaillent en horaires décalés ou qui ont seulement besoin de quelques heures pour se rendre à un entretien ou une formation.

Par ailleurs, les métiers de la petite enfance connaissent depuis quelques années d'importantes tensions de recrutement. Ce secteur constitue donc une opportunité pour diversifier les activités exercées par les personnes en parcours d'insertion et en recherche d'emploi et les former à des métiers qui recrutent.

C'est pourquoi la ministre déléguée chargée de l'Insertion et le Secrétaire d'Etat chargé de l'Enfance et des Familles affirment par le protocole "Insertion dans l'emploi / Petite enfance" l'intérêt d'une action commune visant :

1) D'une part, à accélérer la levée des freins au retour à l'emploi liés à l'accueil du jeune enfant. A ce titre, il est notamment convenu :

- D'œuvrer à l'élargissement des aides financières, notamment celles du service public de l'emploi pour mieux s'adapter aux besoins (mode d'accueil, âge de l'enfant, horaires, familles monoparentales) et couvrir davantage le reste à charge des familles quel que soit le mode d'accueil ;
- De soutenir le développement des modes d'accueil du jeune enfant « à vocation d'insertion professionnelle » (AVIP) avec l'appui de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF). L'objectif est de faciliter l'accueil des enfants des parents engagés dans un parcours d'insertion professionnelle, en faisant évoluer le label et en renforçant l'animation territoriale des acteurs de la petite enfance et de l'insertion dans l'emploi ;
- D'accompagner les initiatives exemplaires et innovantes, comme le développement de solutions d'accueil dites éphémères, le cas échéant en horaires atypiques ;
- De promouvoir les aides et solutions d'accueil existantes auprès des personnes concernées et auprès des professionnels de l'insertion, grâce au service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE).

2) D'autre part, et en lien avec le comité de filière « Petite enfance » qui sera associé à la mise en œuvre de ce protocole, de promouvoir les métiers de la petite enfance auprès des demandeurs d'emploi et en particulier des personnes en parcours d'insertion.

A ce titre, il est notamment convenu :

- Avec l'aide du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE), d'informer les demandeurs d'emploi, dont notamment ceux qui en sont éloignés depuis longtemps, des offres de formation et d'emploi liées à la petite enfance ;
- De les orienter vers les formations diplômantes des métiers de la petite enfance et de prévoir un parcours de Validation des Acquis d'Expérience (VAE) ;
- D'accompagner les Opérateurs de Compétences (OPCOs) qui en feraient la demande dans la construction de projets de préparation opérationnelle à l'emploi collective dans le secteur de la petite enfance ;
- D'inciter les structures de l'Insertion par l'Activité Économique (IAE) et les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) à se positionner sur les métiers de la petite enfance et à orienter les personnes en parcours d'insertion vers ces métiers.

Brigitte Klinkert déclare : *« Après la mobilité, l'accueil de l'enfant constitue un obstacle important à la reprise d'une formation ou d'emploi. Je suis heureuse de ce protocole qui de manière très concrète va permettre à la fois de faire évoluer les aides et dispositifs pour qu'ils répondent aux besoins des demandeurs d'emploi et d'inciter davantage les personnes en insertion à se tourner vers les métiers de la petite enfance. Cela constitue une opportunité de développement pour le secteur de l'insertion par l'activité économique ».*

Adrien Taquet déclare : *« Précis et résolument opérationnel, ce protocole trace une feuille de route ambitieuse et réaliste pour progresser concrètement dans les prochains mois sur deux axes majeurs : lever le frein bien connu de l'accueil du jeune enfant dans l'accès à l'emploi, et alléger les tensions de recrutement dans la petite enfance. Il témoigne une nouvelle fois de ce que notre méthode, qui allie coordination interministérielle étroite et ancrage continu dans la réalité d'un secteur désormais rassemblé en comité de filière « Petite enfance », est clé pour répondre efficacement aux défis auxquels nous faisons collectivement face ».*

**Contacts presse :**

Cabinet de Brigitte Klinkert

Mél. : [sec.presse.insertion@cab.travail.gouv.fr](mailto:sec.presse.insertion@cab.travail.gouv.fr)

Cabinet d'Adrien Taquet :

Mél : [sec.presse.enfance@sante.gouv.fr](mailto:sec.presse.enfance@sante.gouv.fr)

Conformément à la loi informatique et libertés du 06/01/1978 (art.27) et au Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement UE 2016/679) ou « RGPD », vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Vous pouvez exercer vos droits en adressant un e-mail à l'adresse [DDC-RGPD-CAB@ddc.social.gouv.fr](mailto:DDC-RGPD-CAB@ddc.social.gouv.fr).

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos communications, [suivez ce lien](#)